

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Producteurs de grains du Canada

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

La plupart des gouvernements du monde arrivent en période de restrictions financières après une phase de stimulation économique. Le budget fédéral de cette année ne fait pas exception. Ainsi, le budget d'Agriculture et Agroalimentaire Canada a été amputé globalement de 10 %. Les membres de Grain Growers of Canada considèrent l'innovation et les recherches scientifiques comme des éléments essentiels pour que l'économie canadienne puisse poursuivre sa relance et sa croissance, et apprécient que le gouvernement actuel en ait fait une de ses principales priorités. Tel qu'a annoncé l'automne dernier par le premier ministre Harper lors d'une assemblée scientifique à Saskatoon, « [...] nous savons tous qu'il est impossible de bâtir une économie moderne à moins d'investir dans des travaux de recherche de calibre mondial. » Nous sommes d'accord là-dessus. Nous approuvons aussi que le gouvernement fédéral applique une démarche plus orientée favorisant les partenariats public-privé en matière de recherche grâce à des grappes industrielles, ce qui aide les associations de producteurs et les agriculteurs à exercer plus d'influence sur les priorités de recherche. Ces programmes de recherche sont une bonne chose et doivent être maintenus. Nous admettons aussi que certaines stations de recherche étaient désuètes et coûteuses à entretenir, et que la centralisation des activités permet d'économiser. Toutefois, puisqu'il faut réduire les coûts, nous conseillons au gouvernement fédéral de sabrer dans les frais d'administration au lieu d'éliminer des postes de scientifiques ou de chercheurs. Malheureusement, la baisse de 10 % des crédits accordés a amené la suppression de postes de chercheurs de première ligne à une époque où les agriculteurs canadiens ont absolument besoin des fruits de recherches agronomiques pour pouvoir tirer leur épingle du jeu sur les marchés mondiaux. Avec des exportations qui atteignent près de 35,5 milliards de dollars, le Canada se classe au cinquième rang des principaux exportateurs de produits agricoles et alimentaires dans le monde. Plus de 90 % des agriculteurs canadiens, soit près de 210 000, misent sur les exportations; leur rentabilité dépend de la vente de produits qui sont soit exportés, soit vendus ici même aux prix en vigueur à l'échelle internationale. Voilà pourquoi nous approuvons le plan d'action tous azimuts du gouvernement fédéral en matière de commerce, et nous reconnaissons que le commerce est un moyen essentiel pour assurer la reprise et la croissance économique. Mais à mesure que s'ouvrent des nouveaux débouchés pour les produits agricoles canadiens, il importe de réévaluer l'importance de l'agriculture et des travaux de recherche essentiels pour que les agriculteurs canadiens puissent affronter la concurrence sur les marchés mondiaux. Les prix des semences et des intrants utilisés par les agriculteurs canadiens doivent demeurer concurrentiels, compte tenu de notre saison de croissance végétale plus courte et des conditions climatiques particulières. Donc, quand nos concurrents commerciaux multiplient leurs recherches, nous devons faire de même. Selon le rapport d'une recherche sur l'innovation effectuée par l'Université de la Saskatchewan, les travaux de recherche aux États-Unis et dans l'Union européenne ont « redoublé d'intensité » au cours des récentes années. D'autres pays comme la Corée du Sud et le Japon ont majoré leurs budgets de recherche en agriculture encore plus que les États-Unis et l'Union européenne. Nous craignons aussi que l'agriculture ne soit laissée pour compte dans le cadre d'un programme d'innovation plus général. Vu les intérêts conflictuels quant aux champs de recherche et

d'innovation à financer, il ne faudrait pas que les recherches publiques portant spécifiquement sur l'agriculture soient négligées ou abandonnées dans un cadre de financement plus vaste pourtant bien intentionné. Les montants alloués aux recherches en agriculture ne doivent pas relever d'une perspective à court terme, alors que les chiffres démontrent que l'agriculture est un secteur de l'économie canadienne en plein essor.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

L'agriculture demeure un moteur de l'économie canadienne. Ce secteur représente plus de 9 % du PIB du Canada et plus de 2,3 millions d'emplois, ou 13 % de l'ensemble des emplois au pays. Si on considère la viabilité et la productivité du secteur agricole, et vu l'augmentation rapide de la population mondiale, il est primordial au plan stratégique que les recherches en agriculture demeurent une priorité suprême du gouvernement fédéral. Il est logique que celui-ci investisse dans l'industrie agricole parce qu'elle est en pleine croissance et continuera à croître. Des enjeux récents comme les prix des aliments, la salubrité alimentaire, les biocarburants et la soutenabilité ont suscité un regain d'intérêt public envers l'agriculture. Des rapports de différentes sources laissent entendre qu'il faudra augmenter considérablement les réserves alimentaires pour répondre à la demande mondiale de plus en plus forte. Selon l'Organisation des Nations Unies FAO, les agriculteurs devront produire autant de nourriture au cours du prochain demi-siècle que pendant les 10 000 ans précédents. La FAO a aussi indiqué que la production alimentaire devra augmenter de 70 % d'ici 2050 puisqu'on s'attend à ce que la population mondiale grimpe à 9,1 milliards contre 6,8 milliards d'habitants actuellement. Et à mesure que l'économie planétaire prendra du mieux, la demande planétaire en nourriture continuera à augmenter. La hausse de la demande par rapport aux aliments et à la nourriture animale dans les pays en développement se poursuit à un rythme rapide. Il y a deux ans, la Chine est passée du statut d'exportateur net de maïs à celui d'importateur net. Les commandes futures de maïs ont plus que triplé durant la décennie jusqu'en 2011, alors que les réserves ont chuté l'année dernière à leur plus bas niveau depuis 38 ans. Prospectivement, il est prévu aussi que la demande mondiale de céréales et d'oléagineux augmentera à un taux annuel pouvant atteindre 3,5 %. La hausse de la demande mondiale de nourriture attribuable à la classe moyenne fait que l'industrie agricole se développe rapidement, et il faudra fournir une aide financière pour des recherches ad hoc afin d'aider à soutenir le rythme. Cela signifie également que les aides financières ou les investissements fédéraux dans le secteur agricole national seront très bénéfiques pour l'économie et rapporteront des dividendes aux contribuables sous forme de nouveaux emplois pour les Canadiens.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'oeuvre?

Les facteurs mis en lumière par le récent rapport de Statistique Canada démontrent que les agriculteurs canadiens vieillissent. Pour encourager les jeunes de la prochaine génération à se lancer eux aussi en agriculture, il est de plus en plus impérieux que le gouvernement fédéral coopère avec les membres de l'industrie et les gouvernements provinciaux pour diffuser le message que l'agriculture est à présent un secteur de haute technologie, et que les emplois en agriculture sont aussi devenus plus techniques. En effet, les entreprises privées produisant des semences et des intrants veulent des jeunes instruits avec

une spécialité en sciences pour pourvoir les postes vacants. Présentement, plusieurs compagnies doivent recruter des étudiants spécialisés en sciences à l'étranger pour pourvoir des postes ici même. Agriculture et Agroalimentaire Canada et/ou Ressources humaines et Développement des compétences Canada devront collaborer avec les entreprises privées, les réseaux d'écoles publiques provinciales et les écoles secondaires à vocation agricole pour mieux informer les étudiants des possibilités intéressantes d'études en sciences agronomiques. En outre, le gouvernement fédéral pourrait contribuer à améliorer le réseautage entre les entreprises privées et les collèges d'agriculture, pour faire mieux connaître les compétences et qualités que les entreprises canadiennes exigent des futurs diplômés en agriculture.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Une injection de fonds dans les activités de recherche et d'innovation s'impose pour augmenter la productivité agricole au Canada. De nos jours, les agriculteurs canadiens produisent plus de nourriture avec moins de ressources que jamais auparavant. Cela a été rendu possible par les découvertes et les nouvelles technologies issues des recherches, mais le Canada ne peut pas se permettre de perdre son avantage concurrentiel en matière d'agriculture. Avec l'accroissement de la demande mondiale, les agriculteurs canadiens peuvent et doivent accéder au niveau suivant grâce à des recherches plus nombreuses et améliorées. Les recherches par les entreprises privées, celles financées par des prélèvements ainsi que les partenariats publics-privés ont toutes un rôle important à jouer, ce qui ne diminue en rien la nécessité de financer des recherches publiques. En fait, cela souligne à quel point il est essentiel de les poursuivre, voire même de les amplifier. En ce qui concerne la productivité, les recherches gouvernementales seront toujours nécessaires pour remédier aux lacunes. Sinon, les recherches en agriculture risquent de devenir « trop spécialisées », et cela pourrait se traduire par un manque de concordance entre les diverses recherches, liens qui dans le passé ont pourtant favorisé des découvertes importantes qui grandement amélioré la productivité agricole. Citons comme exemple évident les fruits de recherches gouvernementales qui ont mené à la mise au point du canola, des chercheurs canadiens ayant transformé le colza original en canola, qui est devenu la culture la plus rentable jamais exploitée ici. Quand des champs de recherche bien que majeurs ne sont pas rentables pour elles, les entreprises privées ne s'y intéressent pas. Or, pour répondre à la demande des consommateurs et aux besoins en exportation, les agriculteurs canadiens doivent désormais se diversifier en cultivant des plantes qui n'avaient jamais poussé au Canada. Ces nouvelles cultures spécialisées, d'un volume plus restreint, doivent faire l'objet de recherches gouvernementales lorsque les entreprises privées ne jugent pas rentables les travaux R-D dans ces domaines. Par ailleurs, il faudrait réaliser des recherches publiques en fonction des impératifs régionaux qu'impliquent les changements climatiques particuliers, parce que là encore, ces recherches indispensables aideront à accroître la productivité des agriculteurs canadiens, malgré leur manque de rentabilité dans bien des cas pour les entreprises privées. De plus, il convient de prendre en considération le fait que les recherches servent l'intérêt public. Comme on l'a constaté pour les recherches sur la technique d'arrosage dont le budget a été réduit dans le dernier budget fédéral, l'intérêt public et la productivité ne s'excluent pas mutuellement. Dans le passé, ces recherches précieuses sur les moyens d'arrosage ont eu pour résultat de réduire considérablement les coûts des intrants, d'où une amélioration des revenus à la ferme; en effet, l'obligation pour les agriculteurs d'arroser leurs champs avant la saison de culture, puis une ou deux fois pendant l'été et parfois même après les récoltes est une des pratiques qui exigent le plus de main-d'œuvre et qui coûtent le plus cher aux agriculteurs. Une diminution des besoins en arrosage suppose une plus grande productivité agricole et serait en même temps bénéfique pour

l'environnement, un aspect très important pour les agriculteurs canadiens.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Outre la nécessité de financer davantage la recherche, beaucoup d'agriculteurs se préoccupent des modifications éventuelles et des compressions touchant le programme Agri-stabilité, qui s'inscrit dans la série de programmes gouvernementaux Cultivons l'avenir. Grâce aux efforts déployés par le gouvernement actuel, le programme Agri-stabilité est devenu un outil précieux parmi la panoplie d'instruments de gestion des risques pour les agriculteurs, qui comptent beaucoup sur lui. Quant au gouvernement, ce programme permet d'épargner de l'argent, en lui évitant d'établir pour eux des nouveaux programmes ad hoc coûteux et à court terme. Nous préconisons le maintien à leurs niveaux actuels des crédits alloués au programme Agri-stabilité, et nous nous opposons résolument à toute réduction arbitraire. Essentiellement, les prix des denrées ont été avantageux pour la plupart des cultures au cours des dernières années. Et nous savons que ni les gouvernements fédéral et provinciaux, ni même les agriculteurs, ne s'attendaient à une hausse aussi rapide des marges bénéficiaires quand ce programme a été conçu. Néanmoins, il ne faudrait pas pénaliser les agriculteurs tout simplement parce qu'ils viennent d'avoir quelques années de vaches grasses. Après de longs et patients efforts, les rouages du programme Agri-stabilité sont bien rodés et il est devenu enfin plus efficace pour nous. Nous sommes donc déçus de voir que les gouvernements s'appêtent à y apporter des compressions. Une bonne partie de l'argent dû à ces marges bénéficiaires a été déposé en banque par les agriculteurs pour leurs finances personnelles et le budget d'exploitation, si bien que cela léserait les agriculteurs de l'ensemble du Canada. Une diminution des crédits alloués au programme Agri-stabilité à ce stade-ci viendrait annuler la contribution des agriculteurs jusqu'à maintenant aux longues consultations dans le cadre de la deuxième phase de Cultivons l'avenir. Nous appuyons fortement les bons programmes de gestion des risques applicables en période baissière, mais nous sommes disposés à coopérer avec le gouvernement en vue de les améliorer. Par exemple, on pourrait étudier les options comme une réassurance pour libérer des sommes qui seraient réorientées vers la recherche. Au fil des années, nous avons à maintes reprises rappelé à nos gouvernements qu'il faudrait plutôt miser dans une plus large mesure sur des modèles d'assurance et de réassurance pour mieux contrôler l'exposition aux risques financiers. Nous avons aussi prôné des investissements additionnels dans les programmes de recherche agricole. Effectivement, des recherches plus poussées sur les facteurs nuisibles aux récoltes comme la sécheresse permettraient de créer des variétés plus résistantes et des qualités indispensables pour que les plantes puissent supporter la sécheresse et d'autres conditions climatiques propres au Canada, ce qui contribuera à réduire les risques dans le cadre des programmes d'aide à l'agriculture.